



HAL
open science

Processus de démocratisation alimentaire à l'épreuve d'expériences de mobilisations chercheur.es/associations intermédiaires/citoyennes

Beatrice Maurines, Claudie Charlotte Castellano

► To cite this version:

Beatrice Maurines, Claudie Charlotte Castellano. Processus de démocratisation alimentaire à l'épreuve d'expériences de mobilisations chercheur.es/associations intermédiaires/citoyennes. Chercheurs et acteurs dans la construction d'initiatives pour la démocratie alimentaire, Maison Interuniversitaire des sciences de l'Homme d'Alsace - Laurence Granchamp -, Sep 2020, Strasbourg, France. halshs-04178822

HAL Id: halshs-04178822

<https://shs.hal.science/halshs-04178822>

Submitted on 8 Aug 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Colloque « Chercheurs et acteurs dans la construction d'initiatives pour la démocratie alimentaire »
MISHA (Maison Interuniversitaire des sciences de l'homme d'Alsace), Strasbourg
2 et 3 septembre 2020

Béatrice Maurines (enseignante chercheuse, sociologue-anthropologue, CMW, Lyon2)
Avec la collaboration de Claudie-Charlotte Castellano, (étudiante Master 2, SADL)

Processus de démocratisation alimentaire à l'épreuve d'expériences de mobilisations chercheur.es/associations intermédiaires/citoyennes »

La problématique abordée ici traite des processus de démocratisation alimentaire (Maurines, 2019), de la métropole lyonnaise, territoire plus ou moins marqué par la précarité alimentaire. En effet, 1/3 des ménages de la métropole déclarent ne pas avoir les moyens de s'alimenter correctement¹. S'intéresser en tant que chercheur.es au processus de démocratisation alimentaire se réalise à partir d'une démarche scientifique de plein air qui associe des structures intermédiaires de l'économie sociale et solidaire se préoccupant de l'alimentation pour des publics différenciés.

Le processus de démocratisation alimentaire est un projet à faire advenir par la pensée, l'éthique et dans les actes. La démocratisation alimentaire, telle qu'entendue ici, repose sur des alternatives à l'agro-industrie, elle est portée par des individu.es et des collectifs qui ont des points communs avec les mouvements altermondialistes. Il s'en distingue cependant par leur volonté d'œuvrer dans leur quotidien personnel et professionnel à la production d'une démocratie alimentaire viable par une relocalisation agricole qui ont pour forme des « communs latents » (Lowenhaupt Tsing, 2017). Nous ne prétendons pas que la démocratie alimentaire existe ni en France ni ailleurs, elle est un processus à construire par un droit à l'alimentation (Paturel et Ndiaye 2020). Dans notre perspective, elle se positionne à l'interface de différents acteurs et est spécifique à chaque territoire et collectif qui tente de s'en porter garant. Elle peut être porteuse d'un rêve, celui d'une démocratie alimentaire portée juridiquement par une sécurité sociale de l'alimentation. Elle est plus prosaïquement pour l'instant, ce que nous en faisons, ce à quoi nous participons comme chercheur .es, comme acteur.ices de la société civile organisée là, où nous sommes et là où on tente d'agir avec d'autres. Ces autres sont multiples ... des individus, des associations, des structures têtes de réseaux, des élu.es, des technicien.nes, etc. qui se mobilisent pour un « bien manger » pour tous et toutes dans les territoires ruraux et urbains.

L'étude des processus de démocratisation alimentaire s'inscrit dans une relation entre chercheur.es, acteur.ices de terrain représenté.es par des structures intermédiaires alimentaires locales et des habitant.es (consommateur.ices ou jardinier.ères). Elle prend acte d'une part, de la nécessité de mener des recherches impliquées et d'autre part, d'une relation bipartite entre chercheur.e et acteur.ices intermédiaires autour de sciences participatives (rapport Houllier, 2016). Cette forme de recherche en commun est encore novatrice en France même si on en parle bien davantage aujourd'hui dans différentes instances, la recherche demeure encore globalement confinée à la « vie de laboratoire » (Uhalde, 2008 ; Callon, 1999). Si ces recherches en commun/collaboratives/partenariales -quelle que soit la manière dont on les nomme-, ne sont toujours pas valorisées sur le plan de la recherche académique,

¹ Sources : les chiffres clefs sur les comportements alimentaires des Grand Lyonnais, 2018.

elles ne sont pas non plus stables dans les collectifs de travail les prônant et les mettant en acte. Elles sont toujours expérimentales et chacun des partenaires y participant essaie de maintenir des zones de vigilance, pour « mieux faire » », « mieux mobiliser » lors de la mise en oeuvre de leur projet ou lors de leur évaluation.

Dans les recherches menées dont il va être question ici, des liens qui unissent chercheur.es et acteur.ices de terrain favorisent l'émergence de projets basés sur une recherche de relations davantage symétriques, reposant sur des engagements mutuels, même si ceux-ci sont distincts en fonction de la place de chacun des partenaires dans la constitution et la réalisation du projet. Ces recherches peuvent être considérées comme impliquées (Coutellec, 2015 ; Les chercheurs ignorants, 2015). On formule ainsi l'hypothèse que ces partenariats basés sur des formes de co-construction et de participation entre chercheur.es et structures (associatives et/ou publiques) favorisent la mise en accord autour d'une pensée et d'une éthique commune. Cette dynamique ne va pas de soi, n'est pas souhaitée par tous toutes, elle n'est ni pas homogène ni linéaire.

Ces démarches collaboratives sont issues des porteurs de projet qui souhaitent favoriser l'émergence d'une démocratisation alimentaire ; la recherche vise à faire émerger du commun de façon participative autour d'une prise de part, d'une contribution individuelle et collective et pour un bénéficiaire pour soi comme pour un autrui généralisé (Zask, 2013). Les processus de démocratisation alimentaire s'appuient sur des milieux socio-professionnels plus ou moins institutionnalisés, des lieux concrets qui sont inscrits dans des processus à la fois de relocalisation et de glocalisation (Roberston, 2012) et des collectifs d'acteur.ices locaux mobilisés. Ils s'articulent à une démarche à la fois éthique pluripartenariale et politique dans des liens et des lieux de proximité.

Un travail collaboratif entre chercheur.es et acteurs du système alimentaire local déjà ancien

Depuis une petite quinzaine d'années, de nombreux projets et actions sur les questions alimentaires ont vu le jour dans la métropole lyonnaise, portés par des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire voués à développer les interfaces entre producteur.ices et consommateur.ices : AMAP, Points de vente collectif, ateliers de cuisine participative, jardins partagés et par des structures d'accompagnement au développement des circuits courts (Ardab, Ardear, Corabio, ...) pour favoriser l'installation agricole, la restauration collective, etc. Ainsi la constitution d'un Pôle de Coopération Territoriale Economique - le Bol-, constitué de façon informelle, a réuni de 2014 à 2020 une trentaine d'associations et deux laboratoires de recherche (Centre Max Weber et Coactis) permettant de favoriser le développement alimentaire local en circuits courts (Maurines, 2014 ; Maurines, 2016 ; Lanciano, 2019) par un maillage de réseaux d'interconnaissance et d'initiatives locales entre ces différents partenaires. L'institutionnalisation locale est venue à la suite de ce travail collectif avec la création d'un conseil local d'alimentation de la ville de Lyon puis le projet de PAT en 2019, validée en 2021. Ces projets ont souvent été accompagnés par des chercheur.es soit en interne pour certaines de ces structures soit dans leur interface pour faciliter un maillage entre elles. Le développement des interfaces entre sciences et sociétés a ainsi pu s'appuyer au niveau de la recherche et de l'enseignement supérieur par la chaire de l'ESS et la chaire Transitions Alimentaires de l'Université Lyon 2².

² <https://www.univ-lyon2.fr/recherche/les-chaieres-partenariales/tralim>

Deux études de cas, l'une sur la fonction nourricière des jardins partagés et, l'autre sur un projet de création d'une filière alimentaire de proximité avec épicerie destiné à un public en situation de précarité alimentaire permettent de comprendre quels sont les enjeux de la co-construction des projets de leur création à leur développement, le rôle que peut avoir la recherche, et les effets de celle-ci qui montre que les relations sciences et sociétés ne sont pas vaines. Ces projets de démocratisation alimentaire s'insèrent dans des environnements alimentaires spécifiques qui impactent des manières différentes de la mettre en œuvre. Les expérimentations menées ont pour objectif de modifier les environnements alimentaires³ locaux qui sont composés de facteurs extérieurs aux personnes et qui ont à voir avec le contexte du paysage alimentaire (densité des commerces, proximité, qualité et choix) et les contextes socio-économique (marché du travail, emploi,...), politique (social, alimentaire...) et culturel ; mais ils sont aussi fonction des facteurs personnels liées à la trajectoire de vie des personnes : processus de socialisation, position sociale, niveau de diplôme, de revenus, pratiques, et représentations alimentaires).

Comment rendre nourricier des jardins partagés ?

La première étude de cas se centre sur les jardins partagés de la métropole de Lyon dont je n'éclaire ici qu'un tout petit aspect : celui de comment peut-on réfléchir collectivement à faire advenir un processus de démocratisation alimentaire dans les jardins partagés. L'association Le Passe Jardins, participe de la création et de l'accompagnement des jardins partagés de la métropole. Créée il y a 20 ans dans le cadre de la politique de la ville, elle favorise la constitution de collectif de jardiniers où les parcelles sont cultivées collectivement dans une volonté de développer du lien social entre générations et entre milieux sociaux dans chaque jardin et dans une perspective d'autonomisation de chaque jardin. Une des recherches collaboratives menées a été une enquête réalisée avec des étudiant.es en master SADL en 2016 et que j'ai poursuivie depuis. Elle a permis de montrer un éloignement relatif des jardinier.es par rapport à la question de la production alimentaire aux jardins⁴. Au cours de cette période, la métropole et la ville de Lyon, devenue principal financeur du Passe jardins, sollicite l'association pour qu'elle rende des comptes sur la production des jardins et demande que l'association organise des pesées de la production. L'association trouve l'idée intéressante et cohérente par rapport à son projet associatif, elle met en œuvre des expérimentations de pesée des fruits et légumes produits dans des jardins volontaires. Il est alors plus ou moins sous-entendu que le Passe jardins se sent contraint économiquement à mettre en œuvre ce dispositif auquel est lié les subventions qui lui permettent de faire vivre l'association et de maintenir une partie des six emplois salariés.

L'enquête sociologique sur les fonctions nourricières des jardins partagés s'est déroulée en parallèle de cette demande de la métropole. L'une des informations majeures de ce rapport de recherche qui a porté sur vingt jardins, montrait effectivement que la fonction productrice des jardins pouvait paraître extérieure aux intérêts, préoccupations principales des jardinier.es. En effet, les jardinier.es, dans la majorité des jardins enquêtés, insistaient sur la priorisation faite aux relations sociales au jardin et n'abordaient pas spontanément les fonctions nourricières et de production alimentaire et ce y compris dans les quartiers

³ Food Policy Coalition, 2021.

⁴ Enquête collective, 2017, « La fonction nourricière des jardins » Master 2 Sadl, Université Lyon 2 (dir.) B. Maurines et O. Rouchon.

populaires. D'autres jardins⁵, peu nombreux, se positionnaient au contraire comme accordant une priorité aux fonctions nourricières.

Comment expliquer ce moindre intérêt de la fonction nourricière des jardinier.es alors que cela semblait aller de soi lors de la mise en œuvre de la recherche collaborative ? L'étape qui a suivi la réalisation de cette enquête collective s'est alors inscrite dans un brouillage de rôle et de statut pour la chercheuse entre ce qui relève de la recherche « académique » et une recherche politiquement et éthiquement située pour favoriser la reconnaissance de la symétrisation des savoirs (Morissette, 2013) avec le Passe jardins, les jardinier.es⁶. J'ai ainsi accepté la sollicitation du Passe Jardins d'être membre du CA et de devenir dans les années qui ont suivi, co-présidente de l'association dans un objectif de développer des axes de recherche et développement pour/avec l'association sur les questions alimentaire et de participation citoyenne.

Dés lors, a été mis en réflexion comment et sur quoi l'association pouvait accompagner les jardinier.ères en cette période de transition tant sur le plan alimentaire que écologique et social. Les questions alimentaires ne pouvant pas être abordées frontalement, a alors émergé au sein de l'association, une démarche de mobilisation participative des jardinier.ères sur des projets de production agri-alimentaire en les reliant à des pratiques jardinières d'écologisation.

Nous avons alors opté pour mettre en œuvre des sciences participatives au jardin. En instituant, d'une part, une collaboration avec le Muséum National d'Histoire Naturelle et, d'autre part, une formation en interne pour les membres l'association afin de développer une compétence sur la biodiversité et des modalités de transmission pour les jardinier.es.. Cela a permis ensuite la réalisation d'évènements autour de protocoles de sciences participatives avec les jardinier.es. A ainsi été constitué un collectif de travail qui a permis la mobilisation d'un public plus jeune et fort mobilisé au sein de l'association sur les questions environnementales. Il s'agissait de développer les liens entre productions alimentaires viables dans les jardins en permaculture et de les articuler à la biodiversité existante ou à favoriser. Des évènements ont eu lieu dans différents jardins avec des animations autour de protocole de sciences participatives, des conférences avec des chercheur.es. Des jardins ont été volontaires pour mettre en oeuvre des protocoles de sciences CA participatives (Morand, 2017 ; Carton Million, 2020 ; Charvolin, Maurines et al, 2021) pour réaliser l'inventaire de la biodiversité au jardin.

Cette démarche permet, par ricochet, au sein des collectifs jardiniers de réactualiser les perceptions des différentes fonctions des jardins et d'y intégrer des pratiques à vocation alimentaire. Cela est sans doute aussi en lien plus ou moins direct avec le confinement sanitaire de 2020 où les jardins ont été fermés par la préfecture et où les jardinier.ere.s ont manifesté la nécessité de planter et cueillir, revisitant les fonctions vitales du jardin en matière de production alimentaire.

Le trouble autour d'un projet de filière alimentaire de proximité dans un quartier en politique de la ville

⁵ Jardins : Côté jardin, Les port'irons...

⁶ B. Maurines, B. Charre, 2017, intervention à la journée d'étude « Les activités en rapport avec l'environnement », CMW/Passe jardins/ ENS ; Charre B., Buisson M. 2018, document de travail, « Pour une Agriculture et une Alimentation de proximité dans l'agglomération lyonnaise : État des lieux et propositions ».

La seconde étude de cas porte sur un projet de recherche action nommé « Filap » pour « Face à la précarité alimentaire et pour l'écologie, innover encore dans les circuits alimentaires de proximité ». Ce projet, financé par deux fondations françaises, cible une commune particulière qui est la 19^{ème} commune de plus de 20 000 habitants la plus pauvre de France et la plus pauvre du Rhône par rapport au nombre d'habitants avec un taux de pauvreté : 31,8 % (15,7 % dans la Métropole lyonnaise) (cf. Insee 2017). Ce projet a pour objectif de permettre l'accès à une alimentation de qualité pour tous et toutes en combinant deux voies : une aide aux changements de comportement et une amélioration du contenu de l'offre et des modalités de sa distribution pour répondre aux situations de précarité alimentaire. Il s'agissait, à terme, de construire une filière allant de la production à la distribution offrant une telle alimentation dans de bonnes conditions de qualité, d'accessibilité et de prix, avec un changement d'échelle par rapport aux initiatives en circuits courts et avec une juste répartition de la valeur tout le long de la filière. Le projet vise à contribuer à améliorer l'autonomie alimentaire locale, à diversifier et améliorer les systèmes de production et les modes de distribution tout en s'inscrivant dans un projet économique sans subvention publique. Pour être mené à bien ce projet -porté par un collectif local d'habitants et de militants-, est accompagné par trois laboratoires en SHS de Lyon (CMW, COACTIS, LER) ; ces derniers participent à ce projet par leur compétence en matière de recherche-action et pour favoriser le développement de l'association Filap, créatrice et organisatrice du projet de filière, de l'épicerie et du tiers-lieu associé.

En 2018, la partie de la recherche en socio-anthropologie, visait à comprendre la spécificité de la consommation d'un quartier en politique de la ville et plus spécifiquement pour les publics en situation de précarité alimentaire. En 2020, suite au diagnostic alimentaire territorial établi, il s'agissait de suivre et d'accompagner l'association Filap dans les processus de mobilisation habitante pour favoriser la consommation en produit de qualité (nutritif, issue d'une production agricole de proximité) pour les habitant.es du quartier.

Deux stagiaires du Master socio-anthropologies appliquées au développement local (SADL), Université Lyon 2 ont été mobilisées et ont accompagnées la partie socio-anthropologique de la recherche.

-Lors de la première phase d'enquête, le public cible est celui situé « juste au-dessus du seuil de précarité alimentaire » (Sajot, 2019). Ce public se distingue des publics dits précaires « bénéficiant » déjà des ressources en termes d'aide alimentaire sur le territoire (8 associations répertoriées sur la commune, de la banque alimentaire aux associations communautaires)⁷.

-La deuxième phase du travail a été réalisée en collaboration avec Claudie-Charlotte Castellano (2020) ; elle visait la mobilisation des publics précaires identifiés dans la première phase et devait s'appuyer, pour son bon déroulement, sur les actions que devaient entreprendre l'association Filap, porteuse du projet pour les Fondations commanditaires et Pour cela, l'association Filap devait constituer des collectifs habitants sur lesquels la recherche-action devait s'appuyer pour créer le projet d'une épicerie locale et d'un tiers-lieu autour des questions alimentaires.

⁷ Maurines B., 2020, Diagnostic territorial des associations et structures alimentaires du Mas-du-Taureau et alentours 5 Vaulx-en-Velin), (document de travail intermédiaire, Fondation de France et Fondation Carasso). Les habitant.es ne parlent pas de désert alimentaire, ils.elles disent avoir de quoi s'approvisionner sur le territoire ; cela nécessite des mobilités sur les quartiers ou communes limitrophes du territoire d'expérimentation et des stratégies pour consommer en fonction du budget alimentaire familial.

Nous allons exposer comment cette deuxième partie du travail initialement basé sur la participation habitante n'a pas pu être mis en œuvre. Cela explicite les difficultés à mettre en place des processus de démocratisation quand les environnements alimentaires n'y sont pas propices.

Avec C.C. Castellano nous devons favoriser la constitution d'un public concerné (Dewey, 1993) autour du « bien manger ». Nous avons suggéré à l'association Filap qu'elle devait réaliser des événements sur le territoire (cuisine participative, activités socio-culturelles, ciné-débat sur les questions alimentaires...); ces actions expérimentales auraient pu être l'occasion de mobiliser des habitant.es à la création du projet d'épicerie. Le confinement lié à la crise Covid a été un facteur déterminant dans l'annulation de ces espaces de rencontre et de collaboration. Toutefois, au-delà de cette crise non prévisible divers facteurs ont également contribué à la paralysie du projet.

Du point de vue des chercheuses, le rôle confié par l'association Filap, dans la mobilisation des habitant.es s'est avéré en décalage avec les compétences scientifiques dont nous étions porteuses. Si nous avons la capacité d'étudier et d'analyser par les méthodes de SHS (observation, focus groupe...) des collectifs habitants déjà constitués, nous n'avons d'une part, ni le savoir-faire pour aller enquêter auprès d'un public non identifié et sur lequel les différents acteurs de l'action sociale se confrontent sans succès ni d'autre part, pour monter des dispositifs participatifs dans l'espace public sans relais avec des acteurs du quartier.

Le travail entrepris a également pointé la difficulté à travailler avec une municipalité qui refusait aux chercheurs d'échanger avec eux. Ce refus renvoie sans doute à une relative méfiance entre certains acteurs associatifs et de la municipalité. Une autre difficulté rencontrée et liée à la difficulté de mailler ce projet avec le tissu local associatif et certaines personnes en charge de l'action sociale.

Le processus de co-construction multi partenariale n'a pas été effectif aux différentes échelles de la gouvernance du projet. Le projet a souffert des difficultés d'accès au public ciblé par l'association, de l'insuffisance du co-portage recherche/association, d'une collectivité locale peu encline au travail collaboratif avec les acteurs du projet⁸. Nous en retenons une double nécessité dans les recherches collaboratives concernant les processus de démocratisation alimentaire : celle d'une grande clarté sur le rôle des différents partenaires et de définir des objectifs réalisables pour chacun d'entre eux.

Conclusion

La conclusion prend acte des troubles occasionnés par le fait de *faire avec* les publics concernés et non pour et à propos d'eux. Si la relation est co-construite et valide un principe de symétrie dans la constitution des projets entre chercheur.es et structures intermédiaires, il est bien davantage difficile de poursuivre le mouvement de la participation réelle en incluant la mobilisation des populations concernées. Ces dernières ne sont pas toujours, voir rarement porteuses des projets de démocratisation alimentaire, elles sont le plus souvent des publics considérés comme bénéficiaires et ce d'autant plus si la situation de précarité alimentaire est présente (Sajot, 2019). Faire advenir une mobilisation citoyenne pour tous et toutes relève d'une grande complexité qui nécessite des expérimentations partagées autour de la

⁸ Au moment de la tenue de ce colloque, le projet est en cours de repositionnement sur un autre territoire en politique de la ville de la métropole lyonnaise et devrait s'inscrire dans la stratégie alimentaire du territoire municipal en lien avec d'autres associations et acteurs locaux.

constitution d'enquête au sens de John Dewey et de se positionner dans un entre deux souvent bien inconfortable.

Comment parvenir à une mobilisation large et citoyenne autour d'un projet qui devrait être construit dans une relation tripartite et qui s'avère souvent intégrer au minima la participation citoyenne et ce par-delà les objectifs des porteurs de projets des structures intermédiaires qui ont pour objectif final : la sensibilisation, le changement de pratique de production ou d'alimentation Au nom de quoi, de qui, peut-on se prévaloir en tant que chercheur.e et/ou structures intermédiaires, de ce qu'il est bon de faire, de consommer pour tout un chacun.e ? Cela ne repose-t-il pas, sous d'autres formes et dans d'autres lieux, la question du développement et la manière dont celui-ci est pensé ? Comment peut-on mettre en perspective un bien vivre alimentaire et non un mieux vivre (Morin F.). On peut noter la nécessité de créer des expérimentations sociales pour pouvoir travailler avec les publics destinataires afin de les mobiliser. Cela repose la question classique de la manière dont est pensée l'action et les difficultés de vouloir *faire avec* et de ne pas *faire pour* autrui, avec une participation distanciée.

Bibliographie

- ALLAN T. GURRUCHAGA M. O'MIEL J., 2012 « Science de la science de l'Etat : la perturbation du chercheur embarqué comme impensé épistémologique », *Sociétés contemporaines*, 2012/3, n° 87 : 155-173.
- CALLON M. 1999, « Ni intellectuel engagé, ni intellectuel dégagé : la double stratégie de l'attachement et du détachement », *Sociologie du travail*, n° 41 : 65-78.
- CARTIER-MILLION J., 2020, « Biodiversité et sciences participatives au sein des jardins partagés » master Gestion de l'Environnement, UJM, dir. Florian Charvolin.
- CASTELLANO M.C., 2020, Penser la participation autour d'un projet expérimental de filière alimentaire de proximité. De la mobilisation habitante aux processus d'engagements associatifs dans le quartier prioritaire de la Grande Ile (Mas du taureau, Vaulx-en-Velin)
- CHARRE B., BUISSON M., 2019, Pour une Agriculture et une Alimentation de proximité dans l'agglomération lyonnaise : État des lieux et propositions (document Le Passe jardins)
- CHARVOLIN F., MAURINES B., CARTIER-MILLION J., 2021, Les Sciences participatives au Passe jardins : émergence, expérimentations et croisement des savoirs, intervention pour la Boutique des Sciences, Université de Lyon, 4/02/2021.
- COUTELLE L., 2015, La science au pluriel. Essai d'épistémologie pour des sciences impliquées, Paris.
- DENHEZ F., JENN A., 2021, Ensemble pour mieux se nourrir. Enquête sur les projets solidaires et durables pour sortir de la précarité alimentaire, Domaine du Possible, Actes Sud : 199.
- DEWEY J., 1993, Logique. La théorie de l'enquête, PUF : 693.
- Enquête collective, Master SADL (dir.) MAURINES B., ROUCHON O. ; 2017, La fonction nourricière des jardins partagés <https://www.google.com/search?client=firefox-b-d&q=la+fonction+nourriciere+des+jardins+partag%C3%A9s>
- FOOD POLICY COALITION, 2021, *Environnements alimentaires et politique alimentaire de L'Union Européenne. Comprendre le rôle des environnements alimentaires pour des systèmes alimentaires durables*. Note d'orientation, Chaire Unesco Alimentations du Monde, consultable sur : <https://www.chaireunesco-adm.com/Environnements-alimentaires-et-politique-alimentaire-de-l-UE>
- HOCHEDÉZ C., Le Gall J., Justice alimentaire et agriculture, HAL Id : [hal-01342994](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01342994),
- HOULLIER, 2016, rapport les sciences participatives en France.
- LES CHERCHEURS IGNORANTS (dir.) (2015) – Les recherches-actions collaboratives : une révolution de la connaissance, Presses de l'EHESP, Rennes.
- LACEY H., 2015, Agroécologie : la science et les valeurs de la justice sociale, de la démocratie et de la durabilité, *Ecologie et politique*, n°51, science po les presses : 27 39.
- LOWENHAUPT TSING A., 2017, Le champignon de la fin du monde, sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme, Les empêcheurs de penser en rond, La découverte, : 416.
- MAURINES B., 2014, *Circuits courts : gouverner et innover dans les territoires*, documentaire de recherche <https://25images.msh-lse.fr/Portails/circuits-courts/fr>
- MAURINES B., 2016, « L'alimentation de proximité comme projet. Une comparaison France/Chili. », chap 13, in Mundler P., Rouchier J., L'agriculture de proximité, Educagri, Quae.

MAURINES B., 2019, Communauté de vie et de travail et agir commun local, plus spécifiquement chapitre 3 sur la démocratisation alimentaire, HDR en anthropologie.
HAL :https://shs.hal.science/search/index/?qa%5Bauth_t%5D%5B%5D=maurines&rows=30&page=1

MORRISSETTE J., 2013, Recherche-action et recherche collaborative, Quel rapport aux savoirs et à la production de savoirs? Recherches participatives Volume 25, Number 2, URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1020820ar> DOI: <https://doi.org/10.7202/1020820ar>

PATUREL D., NDIAYE P., 2020, Le droit à l'alimentation en démocratie, Champ Social : 238

Enquête collective Master 2 SADL, 2016, « La fonction nourricière des jardins partagés », (dir.) MAURINES B., ROUCHON O., Université Lyon 2. <https://assp.univ-lyon2.fr/formation/formation-continue-2/master-socio-anthropologies-appliquees-du-developpement-local>

ROBERTSON R., 2012, Globalisation or Glocalisation ? The Journal of International Communication, Vol 18, n°2 : 191-208.

MORAND C., 2018, « Faire émerger de nouveaux publics : prendre en compte la dimension des jardins partagés dans le développement d'un programme de sciences participatives », master SADL, Lyon 2.

SAJOT L., 2019, « Vers un meilleur accès à une l'alimentation de qualité pour des familles à petit budget, Pratiques d'achats et habitudes de consommation alimentaire, au Grand Mas à Vaulx-en-Velin » (dir.) B. Maurines, Master 2, SADL, Université Lyon .

Uhalde M. 2008, « Reconnaître la diversité des sociologies en acte », Sociologies pratique, 2008/1, n° 16, p. 1-3.

ZASK J., 2011, Participer essai sur les formes démocratiques de la participation. Le bord de l'eau Lormont : 200.